



La défense et le développement des Services publics c'est l'affaire de tous les citoyens !

SAMEDI 19 NOVEMBRE

à PARIS à 13h30

de la Place d'Italie vers l'Assemblée Nationale

A l'heure où le gouvernement lance la privatisation d'Edf et réduit les moyens de fonctionnement de l'ensemble des services publics, cette manifestation doit être un moment important dans la vie du pays pour s'opposer catégoriquement aux logiques financières qui provoquent déréglementation et affaiblissement des services publics.

Les secteurs et Services publics fragilisés ne pourront sous la contrainte de la rentabilité financière exercer leurs missions, répondre efficacement aux besoins des populations et aux exigences du développement économique.

Les Français attachés au service public, tout en souhaitant l'amélioration de la qualité et une meilleure réponse aux besoins, doivent participer à la définition de ces véritables choix de société. Le gouvernement organise les coupes budgétaires, donne satisfaction aux marchés financiers et fait fi de ces nouvelles exigences démocratiques.

Il n'y aurait pas de place pour les services publics dans une économie de marché, selon les tenants des privatisations. Au contraire, puisqu'ils participent pleinement au développement économique et social. Il n'y a pas d'un côté le marché par nature efficace économiquement et, de l'autre, le service public à minima se limitant à réparer les dégâts.

Répondre à de nouveaux besoins

Quel est le défi ? Nous assistons à une extraordinaire montée de l'exigence de développement de la part des populations, des salariés pour déployer les capacités industrielles et de services dans notre pays et dans le monde.

Le Service public peut-il y contribuer ? Oui, mais il faut alors s'écarter des critères de la rentabilité financière qui supposent clients sélectionnés selon leurs capacités de paiement, des productions à moindre coût, des investissements de long terme reportés, etc.

Il faut répondre prioritairement aux besoins de l'ensemble de la société, de l'économie et des territoires d'aujourd'hui et de demain, en permettant l'accès de tous à la formation de haut niveau, à la maîtrise des connaissances et de l'information, aux grands équipements, à l'énergie... Le Service public doit participer au dynamisme de l'économie, en favorisant la croissance durable et la création d'emplois. Ainsi il pourra jouer son rôle essentiel pour assurer la cohésion sociale et territoriale et permettre un renforcement des solidarités nationales.

Les services publics ont été d'un immense apport au développement et à la satisfaction des besoins économiques, sociaux et environnementaux.

Ils ont assuré une garantie d'accès aux droits humains fondamentaux.

Les directives Bolkenstein et l'Accord Général sur le Commerce et les Services de l'OMC prônent la libéralisation sans limites des services publics comme seule alternative pertinente. Le report de l'examen par le Parlement européen de la directive Bolkenstein en janvier 2006, comme l'élargissement de la mobilisation pour préserver les biens publics mondiaux (éducation, culture, santé, eau...) sont à mettre à l'actif des mobilisations récentes des forces de progrès dans le monde.

Des services de qualité accessibles à tous sont un élément essentiel de cohésion économique, sociale et territoriale, partie prenante du modèle social européen.

Le Service public doit être transformé et renforcé pour développer les coopérations transfrontalières indispensables à la construction des infrastructures et des politiques publiques européennes (Europe du rail, Europe de l'énergie, Europe sociale).

L'ambition de services publics de qualité

Si les Français apprécient largement l'apport des services publics, ils n'en demandent pas moins leur indispensable évolution. Des inégalités se sont creusées, les disparités sociales et géographiques demeurent, les besoins évoluent très vite. Aussi le fait que 85% de la population vit dans les agglomérations urbaines nécessite un vaste redéploiement des services publics, y compris pour lutter contre les désertifications.

Des transformations sont indispensables pour que l'intervention publique soit redimensionnée et revalorisée. Celle-ci doit permettre de promouvoir et mettre en œuvre les droits fondamentaux qui, à l'inverse, se réduisent partout où les Services publics reculent.

Cela nécessite une participation effective des salariés, des citoyens et de leurs représentants à la définition des missions des services publics et leur évolution ainsi qu'à l'évaluation des politiques publiques à l'œuvre.

Pour que ces ambitieuses conquêtes sociales et démocratiques se concrétisent, la plus grande mobilisation est indispensable.

Les Services Publics constituent notre bien commun, ne laissons pas des intérêts privés se les accaparer.

Toute notre vie quotidienne est concernée : l'éducation, la recherche, les équipements de la petite enfance, les services à la personne (âgées, handicapées.), la santé, l'emploi, poste, communications, transports, énergie, eau, logement.